

Strasbourg, le 12 décembre 2002

**RAPPORT  
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société Alsacienne d'Aluminium à Sélestat  
Prescription de la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation détaillée des  
risques de pollution des sols et des eaux souterraines**

**P.j. : Projet d'arrêté complémentaire**

## **I. Présentation du dossier**

La Société Alsacienne d'Aluminium exploite à Sélestat des installations de fabrication de complexes d'emballages souples, alimentaires et pharmaceutiques.

L'arrêté préfectoral du 10 avril 2002 a autorisé la mise en place sur le site d'une installation de récupération de solvants et a codifié l'ensemble des prescriptions applicables aux installations de la société.

En 1996, une pollution des eaux souterraines par des solvants chlorés (tétrachloroéthylène, trichloroéthane, trichloroéthylène et dichloroéthylène), par des métaux (cuivre, chrome, manganèse et zinc) et du cyanure avait été mise en évidence au droit et en aval immédiat du site.

Considérant que l'évaluation simplifiée des risques de pollution, entamée en mars 1999, était en cours d'achèvement, l'arrêté du 10 avril 2002 a imposé à la Société Alsacienne d'Aluminium un délai d'un mois pour la transmission de ses conclusions.

Ce document a été remis le 23 octobre dernier, après mise en œuvre de la procédure de mise en demeure prévue par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

L'évaluation simplifiée des risques de pollution a conduit à un classement du site en classe 1 (site nécessitant des investigations complémentaires). La pollution par le trichloréthylène et tétrachloroéthylène est celle qui a été prise en compte puisque ces paramètres étaient les plus pénalisants.

Le BURGEAP apporte les précisions suivantes : "Cette classe 1 est obtenue par rapport à l'ensemble des usages de la nappe alluviale (AEP, non AEP, ressource future). En outre, la forte incertitude concernant les sols n'exclut pas la possibilité d'une classe 1 également pour le milieu sol".

L'étude recommande également la réalisation d'un diagnostic approfondi (réalisation de sondages et pose de nouveaux piézomètres) qui pourra conclure à la possibilité d'envisager une dépollution immédiate ou à la nécessité d'effectuer une évaluation détaillée des risques.

## **II. Avis et propositions de l'inspection des installations classées**

Considérant ce qui précède, je vous propose d'imposer dès à présent à la Société Alsacienne d'Aluminium la réalisation de ce diagnostic approfondi **et d'une évaluation détaillée des risques** de pollution qui devra **définir les mesures de dépollution à mettre en œuvre et les objectifs à atteindre eu égard à l'usage des sols et des eaux souterraines concernés.**

Vous trouverez, ci-joint, un projet d'arrêté complémentaire en ce sens pris en application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Ce projet retient la date du 1er mai 2003 pour la transmission de l'évaluation détaillée des risques.